

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 29/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AKWEL (ex MGI COUTIER)

2 RUE GUTENBERG
68800 Vieux-Thann

Références : 0006702253_2024_03_06_AKWEL_VIIC_respect des echeances
Code AIOT : 0006702253

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2024 dans l'établissement AKWEL (ex MGI COUTIER) implanté 2 RUE GUTENBERG 68800 Vieux-Thann. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AKWEL (ex MGI COUTIER)
- 2 RUE GUTENBERG 68800 Vieux-Thann
- Code AIOT : 0006702253
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AKWEL (ex MGI COUTIER) fournit des équipements et systèmes pour l'automobile.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Eaux pluviales	AP de Mise en Demeure du 02/03/2022, article 2	Astreinte	
2	Rétention des eaux d'extinction	AP de Mise en Demeure du 02/03/2022, article 3	Astreinte	
3	Mur coupe feu	AP de Mise en Demeure du	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		02/03/2022, article 4		
4	Puits perdus	Arrêté Préfectoral du 21/08/2000, article 9.3	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le bilan des constats fait apparaître que les points non conformes relevés lors de la dernière visite ne sont pas traités et qu'une autre non conformité a été relevée par l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/03/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 9.3.1. de l'arrêté préfectoral du 21/08/2000 susvisé : « Le réseau de collecte des eaux pluviales est équipé de dispositifs décanteurs-déshuileurs ou dispositif d'efficacité équivalente adaptés à la pluviométrie permettant de respecter les valeurs limites en concentrations définies ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> - hydrocarbures : 10 mg/l <p>Le rendement du dispositif devra être au moins égal à 80 % pour les MES et 75 % pour la pollution carbonée. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le service d'inspection a constaté que le réseau de collecte des eaux pluviales n'est pas équipé de dispositifs décanteurs-déshuileurs ou de dispositif d'efficacité équivalente. L'exploitant souhaite installer des filtres pour bouches d'égouts pour lesquels l'efficacité équivalente reste à justifier.</p> <div data-bbox="194 1379 491 1774" data-label="Image"> </div> <p>Un prototype de ce système a été mis en place et présenté lors de la visite sur site. La mise en conformité de ce point doit être réalisée en concordance avec la non-conformité relative aux puits perdus (cf constat 4).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

N° 2 : Rétention des eaux d'extinction

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/03/2022, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des eaux
Prescription contrôlée : Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 9.2d. de l'arrêté préfectoral du 21/08/2000 susvisé : « Les installations sont équipées d'un bassin de confinement permettant de recueillir des eaux polluées d'un volume minimum de 270 m ³ . Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances[...] »
Constats : Les installations ne sont pas équipées d'un bassin de confinement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

N° 3 : Mur coupe feu

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/03/2022, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Mur coupe feu
Prescription contrôlée : Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 14.2. de l'arrêté préfectoral du 21/08/2000 susvisé : « [...] L'installation de fabrication est séparée des installations de stockage de matières plastiques (à l'exception des en-cours de fabrication dont la quantité sera limitée aux nécessités de l'exploitation), par un mur coupe-feu de degré 2 heures, dépassant d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement. Les portes sont coupe-feu de degré 1 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique [...] »
Constats : Un dossier de porter à connaissance du 20/01/2023 a été déposé par l'exploitant. Ce dossier, en cours d'instruction dans nos services, contient une demande de modification à la disposition contrôlée ci-dessus. L'exploitant souhaite ne pas réaliser de mur coupe feu. La solution proposée serait la mise en place d'une zone de 10 mètres libre de toute charge combustible. Afin de justifier de l'efficacité de cette disposition, une modélisation avec le logiciel Flumilog a été réalisée. Plusieurs données d'entrée de la modélisation Flumilog ont été vérifiées par l'inspection lors de la visite sur site. Ainsi la paroi P3 séparant le hall de stockage du hall de production était indiquée avec un critère de résistance au feu REI 15 min sans que cette donnée ne puisse être justifiée. Il est noté également que cette paroi présente un trou. La distance entre le mur et le sas est indiquée à 6 mètres, alors qu'un relevé terrain indique 3,47 m. Les exutoires sont indiqués avec une surface de 3x2 m. Ces dimensions n'ont pas été justifiées lors de la visite sur site. Il en ressort que les éléments d'entrée de la modélisation vérifiés sur site sont erronés et la modélisation ne peut pas être validée en l'état.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de corriger les données d'entrée de la modélisation Flumilog.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Puits perdus

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2000, article 9.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : [...] tout autre rejet d'eau de quelque nature que ce soit dans des puits perdus ou en nappe est interdit [...]
Constats : L'inspection a constaté la présence de plusieurs puits perdus dont 2 ont été ouverts lors de la visite. L'exploitant a transmis un plan des réseaux sur lequel apparaissent ces puits. Les avaloirs d'eaux pluviales du parking sont reliés à ces puits.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

2-5) Constat hors point de contrôle

Lors de la visite à l'arrière du site, l'inspection a constaté la présence d'un piézomètre dont la base, est enveloppée d'une souche. Il convient que l'exploitant s'assure de la bonne intégrité physique de l'ouvrage en partie souterraine.

Des justificatifs sont à présenter à l'Inspection en ce sens dans un délai de trois mois.

